

MOBILISATIONS ET POLITISATIONS

Société d'études jaurésiennes | « Cahiers Jaurès »

2015/4 N° 218 | pages 89 à 103

ISSN 1268-5399

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2015-4-page-89.htm>

!Pour citer cet article :

« Mobilisations et politisations », *Cahiers Jaurès* 2015/4 (N° 218), p. 89-103.

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études jaurésiennes.

© Société d'études jaurésiennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Mobilisations et politisations

Occuper la rue, protester, se mobiliser à droite : à la recherche d'un objet oublié ?

Les mobilisations des années 2012-2013 contre la loi sur le mariage homosexuel, mobilisations dont les collectifs organisateurs restent toujours actifs, ont montré aux chercheurs et spécialistes des mouvements sociaux et des phénomènes d'action collective contestataire une réalité peu analysée : l'existence au sein de l'espace public de répertoires de contestation propres aux milieux des droites en France. Que cet oubli réponde moins aux caractéristiques propres de l'objet empirique qu'aux orientations et sensibilités idéologiques des spécialistes, constitue une dimension qui ne sera point abordée dans ces pages¹. Tout au début des années 1980, Françoise Subileau constatait déjà que le militantisme, « situé a priori à gauche² », « intéresse pour des raisons diverses les chercheurs en science politique ou en sociologie politique, les militants eux-mêmes et les observateurs de la vie politique. On doit noter d'ailleurs — toujours selon Subileau — que les auteurs cumulent souvent ces différents rôles : un chercheur aura d'autant plus de chances de s'intéresser aux problèmes du militantisme qu'il appartiendra lui-même à un parti politique ; ou bien un militant pourra devenir un quasi-sociologue s'il veut mieux connaître son organisation. On constate aussi qu'un socialiste analysera plus volontiers les militants du PS, un communiste les militants du PC, non seulement par effet d'une sympathie légitime mais aussi parce que son appartenance lui facilitera l'accès à des sources...³».

1. Dans son travail sur les groupes d'intérêt, Michel Offerlé soutient qu'« une forme d'inhibition ou de moralisme méthodologique interdisait à certains chercheurs de travailler en même temps sur les partis « de droite » et de gauche », Michel OFFERLÉ, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Editions Montchrestien, 1998 (1994), p. 20.

2. Françoise SUBILEAU, « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : État des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, n° 31, 1981, p. 1041 (pp. 1038-1068).

3. *Ibid.*, p. 1040.

En conséquence, le militantisme de droite et d'autres phénomènes qui lui sont constitutifs ont peu fait l'objet d'analyse. Ce qui a empêché de rendre compte de la richesse historique, politique et culturelle des usages de la rue par la droite de l'échiquier politique. De temps en temps, il arrive que cette énorme lacune bibliographique soit secouée par l'irruption de phénomènes *intrus* qui rappellent la présence et la force des différentes droites dans la vie politique française.

Puisqu'il rompt avec ce silence, parce que son auteure, Danielle Tartakowsky est historienne des mobilisations et des cultures manifestantes de la rue, l'ouvrage *Les droites et la rue* mérite une particulière attention. D'après Tartakowsky, « l'idée fautive selon laquelle la manifestation de rue, quelque nom qu'on lui donne, serait en France consubstantiellement ouvrière et de gauche » se serait imposée, et l'auteure de juger que « nos travaux antérieurs consacrés aux manifestations de toutes espèces ne sont pas totalement exempts du travers que nous venons de dénoncer » (p. 7-8). Le même constat, concernant l'identification presque exclusive entre gauches et mobilisations, est également fait dans une autre publication, le dossier « Mobilisations conservatrices », coordonné par Éric Agrikoliansky et Annie Collovald, publié en 2014 dans la revue *Politix*⁴. Bien que ce dossier s'inscrive dans le sillon de la sociologie des mouvements sociaux, ils reconnaissent tous deux une espèce de rendez-vous manqué ou d'oubli, de la part des spécialistes des actions collectives, de contestation envers les mouvements qui ne sont pas issus de la gauche (Agrikoliansky et Collovald parlent d'une « méfiance ou une réticence d'intellectuels face à des groupes souvent positionnés à droite », de « l'histoire d'un désintérêt sociologique »).

Pour son analyse, Tartakowsky propose quatre idéaux-types d'usages de la rue qui traversent de façon spécifique l'histoire française depuis 1880 jusqu'à nos jours : la manifestation-pétition (demandes ponctuelles, réactives ou préventives), la manifestation-insurrection (l'État comme cible de la protestation), la manifestation-procession (construction symbolique de l'image du groupe manifestant) et finalement, plus tardif historiquement, la « levée en masse » - ou « contremanifestations » – utilisées par un régime pour faire face à une situation menaçante. La période analysée couvre trois grandes époques : la première, de 1880

4. Éric AGRICOLIANSKY, Annie COLLOVALD, « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », article introductif, *Politix*, n° 106, 2014, pp. 9- 29.

à 1935, la deuxième, de 1935 à 1968, et la troisième depuis 1968. Les mobilisations insurrectionnelles de droites sont présentes dès les origines de la Troisième République avec la crise boulangiste et, plus tard, l'éclatement de l'affaire Dreyfus; depuis le début du XX^e siècle, l'Action française (AF) fait sentir sa présence publique et sa capacité d'action dans différentes villes et institutions universitaires (chapitre I). De 1919 à 1933 les manifestations deviennent pétitionnaires et de processions, et les droites « routinisent l'usage d'un mode d'action qui ne leur est aucunement spécifique mais qui leur permet de remporter un certain nombre de victoires » (p. 54) : manifestations catholiques, essor de nouvelles ligues (Jeunesses Patriotiques, Faisceau), continuité de l'activisme de l'AF, manifestations socioprofessionnelles (chapitre II). Les émeutes antiparlementaires et insurrectionnelles constituent pour l'auteure « la plus grave explosion de violence qu'ait connue Paris depuis la Commune » (p. 65) et marquent l'apogée des mobilisations des droites (chapitre III). En 1935 s'ouvre une « longue absence » où « la manifestation de rue devient le fait majeur des organisations ouvrières et de gauche » (p. 83). La période comprise entre 1935 et 1944 se caractérise par les problèmes de reconversion des ligues nationalistes (dissoutes en 1936) et les limites qui s'imposent au droit de manifester pendant la période de l'Occupation (chapitre IV). De 1945 à 1958 c'est l'époque du Rassemblement du peuple français et l'expérience du poujadisme, mouvement de résistance aux contrôles fiscaux dont le répertoire d'action collective de commerçants n'est pourtant pas inédit d'un point de vue historique (chapitre V). Entre 1954 et 1968, c'est le passage d'un mai (1958) à l'autre (1968) : de la réaffirmation du pouvoir gaullien dans le contexte de la guerre d'Algérie à la réponse du gaullisme à la contestation de 1968 : le 30 mai, De Gaulle s'appuie sur la rue pour renforcer un régime menacé (chapitre VI). C'est le début de la dernière grande période : de 1968 aux années 1980, les droites radicales montrent leur capacité d'utilisation de répertoires contentieux d'action collective. Mais c'est aussi une époque où le conflit religieux postconciliaire prend de l'ampleur ; ainsi au cours des années Mitterrand, il existe aussi bien une vague de « mouvements libéraux de classes moyennes » qu'une mobilisation catholique autour du retour de l'enseignement religieux (chapitre VII). Ces dernières décennies, les droites n'ont cessé d'utiliser la rue comme espace de revendication publique tantôt politique tantôt religieuse. La « manif pour tous »

en témoigne, où l'on voit les dirigeants de l'UMP s'impliquer fortement contrairement à l'attitude plus réticente de la présidente du Front national (p. 180) (chapitre VIII).

L'ouvrage de Tartakowsky enrichit indéniablement les connaissances sur le temps long et met en relation des sphères spécifiques (par exemple, le religieux et le politique) et des dimensions du politique que la littérature tend à séparer — les relations tantôt conflictuelles tantôt solidaires entre droites gouvernementales et action collective, ou entre partis de droite et mouvements sociaux extraparlimentaires en sont un exemple. Deux acteurs collectifs qui traversent une grande partie de l'ouvrage nous invitent à proposer quelques réflexions. En premier lieu, les rapports entre le maurrassisme comme héritage intellectuel et l'Action française⁵. Depuis l'affaire Dreyfus, cette dernière est présente dans tous les épisodes contestataires rapportés par l'auteur. Comme elle le signale, l'AF représente après la Deuxième Guerre mondiale une réalité groupusculaire mais existante, qui se réactive justement dans différents contextes de mobilisations droitières (p. 199). Quelques précisions concernant son histoire organisationnelle⁶ auraient été bienvenues pour éviter de possibles malentendus autour de ses branches militantes ou des scissions dont elle a souffert, et permettre de mieux saisir la diversité des acteurs et les causes défendues (voir, par exemple, en relation à la Nouvelle Action française, pp. 148, 159- 160, 189 ; à la Restauration nationale, qui selon l'époque, recouvre des réalités différentes, p. 149 ; au journal *Aspects de la France*, p. 153 ; à « l'idéologie maurrassienne », p. 199). De même pour le maurrassisme, qui dépasse le cercle associatif de l'Action française, et ses publications qui s'inscrivent dans sa lignée ou celles de ses héritiers plus ou moins officiels. Est-il possible pour autant d'établir une filiation directe entre certaines idées de Maurras et leur récupération par une partie des dirigeants partisans de droite ? L'opposition « pays réel/pays légal » exploitée par Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé (p. 134) témoigne-t-elle d'un maurrassisme qui ne dirait

5. Voir : Olivier DARD, *Charles Maurras, le maître et l'action*, Paris, Armand Colin, 2013.

6. Voir O. DARD, « La part de la ligue dans l'identité et le rayonnement de l'Action française », dans O. DARD et Nathalie SEVILLA, *Le phénomène ligueur sous la IIIe République*, Metz, Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire, 2009, pp. 152- 177, et du même auteur « L'Action française : une matrice européenne et transatlantique des droites radicales ? », *Studia historica contemporanea*, n° 30, 2012, pp. 27- 46.

pas son nom ? L'idée d'une « France maurrassienne⁷ » incarne une image assez approximative de ce que pourrait représenter la pensée de Maurras dans la vie politique actuelle. En 1968, Gilbert Comte, journaliste formé dans les rangs monarchistes, avait soutenu une idée similaire en exprimant dans les pages du *Monde* que : « [les idées maurrassiennes] mènent de nos jours une existence secrète mais profonde jusque dans les conseils du gouvernement, où les ministres ne croient plus guère à la démocratie pré-maurrassienne⁸ ».

En deuxième lieu, le catholicisme. L'analyse que propose Tartakowsky du catholicisme comme véhicule de contestation à droite pour lequel l'espace public s'avère essentiel est d'une grande justesse. Pour ne citer que quelques dates, « tant en 1925, qu'en 1984 ou en 2013 » un catholicisme largement méconnu sort dans la rue et démontre ses ressources et capacités de mobilisation. Les acteurs, fiefs et organes intellectuels de ce catholicisme demeurent très peu étudiés ; sont abordées en profondeur des expressions du renouveau conciliaire (p. 206) ou certaines expressions des milieux catholiques d'extrême droite. Néanmoins, tout un vaste espace catholique en rupture avec les « modernistes » mais ne s'assimilant pas à la dissidence intégriste, continue de se développer depuis les années 1970. Ses affinités politiques, ses conceptions de l'engagement⁹, ses interactions avec le monde partisan, associatif et culturel demeurent à l'état de *boîte noire*. Établir un parallèle entre ce catholicisme vigoureux de droite décrit par Tartakowsky et le phénomène de la « crise catholique » abordé par d'autres historiens et sociologues¹⁰ représenterait un exercice analytique des plus intéressants.

L'ouvrage a l'énorme mérite de décroiser une dynamique centrale des réalités politiques, partisans et militantes qui se trouvent en général réduites à ses expressions de gauche. La lecture de *Les droites et la*

7. Lire l'interview accordée par Tartakowsky au journal *Libération*, « C'est une France maurrassienne, même sans le savoir », 04/02/2014, http://www.liberation.fr/politiques/2014/02/04/c-est-une-france-maurrassienne-meme-sans-le-savoir_977964

8. Gilbert COMTE, « Un prophète du XIX^e siècle », *Le Monde*, 20/04/1968.

9. En relation à l'engagement de catholiques au sein de l'Union pour la démocratie française, voir : Julien FRETTEL, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusion* paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n° 155, 2004, pp. 76- 89.

10. Danièle HERVIEU-LÉGER, *Catholicisme, la fin d'un monde*, Paris, Bayard, 2003 ; Denis PELLETIER, *La crise catholique. Religion, société, politique en France 1965-1978*, Paris, Payot, 2002.

rue s'avère tout à fait convaincante : la rue, les mobilisations, le phénomène contestataire, les pratiques manifestantes ainsi que l'engagement physique sur le terrain – soit le militantisme de rue – constituent des éléments qui intègrent les répertoires des différentes droites françaises. En ce sens, le sous-titre du livre (qui renvoie l'analyse à l'« histoire d'une ambivalence ») ne semble pas le plus apte à traduire son contenu. S'agit-il d'une ambivalence constitutive de cette famille politique ? Ou bien d'une dimension ambivalente qui traverse toutes les entreprises politiques, de droite comme de gauche, au sein desquelles un dispositif de mobilisation ou répertoire contestataire peut connaître des phases de démobilisation, dépolitisation ou simplement alterner action et inaction ? Cette deuxième question semblerait davantage pertinente pour éviter de figer les associations entre la droite *contestataire* et l'ordre, le pouvoir du régime, tandis que le gauche renverrait pour sa part au désir de transformation politique. Ainsi, le dossier d'une grande richesse d'Agrikoliansky et Collovald, réunissant des textes et des objets dont l'hétérogénéité exigerait une réflexion particulière, part d'un présupposé qui mériterait d'être discuté selon lequel les groupes dominés sont associés au progressisme, et les dominants aux « mobilisations conservatrices, réactionnaires, voire contre-révolutionnaires ». C.Q.F.D.

Les analyses de Tartakowsky nous invitent à tirer des leçons, à revoir les connaissances acquises, à approfondir les recherches sur ces réalités historiques et politiques, et à reconnaître dans la rue un espace où les droites construisent elles aussi leur pouvoir ; contre les gauches ; contre un tel président ou régime ; souvent contre elles-mêmes.

Danielle TARTAKOWSKY, *Les droites et la rue. Histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014, 221 p.

Humberto CUCCHETTI

La Ligue des droits de l'homme, une invention perpétuelle

La publication de la thèse d'Emmanuel Naquet sur la Ligue des droits de l'homme (1898-1940), dirigée par Serge Berstein, était attendue depuis longtemps, au moins depuis sa soutenance en juin 2005 sous la présidence du regretté Jean-Marie Mayeur. Comme il est d'usage, l'auteur a réduit sa thèse, disponible en bibliothèque ou sur internet, pour la ver-

sion éditée. La réduction semble avoir été ici de l'ordre de 50 %. Les presque 700 pages qui demeurent constituent néanmoins un monument encore très consistant, à la mesure il est vrai de cette association inséparable de la III^e République au XX^e siècle. Une thèse solide, volumineuse, mais puissante, qui rassemble une foule d'informations et de connaissances, au service d'une analyse fouillée de plusieurs décennies de vie politique vues à travers le prisme de la Ligue des droits de l'homme et de ses divers aspects. Il fallait oser et aller jusqu'au bout car cette histoire foisonnante et complexe avait déjà découragé plus d'un chercheur, même parmi les plus grands. Nous disposons de quelques numéros de revue, d'articles suggestifs, d'ouvrages militants, mais pas encore d'une aussi vaste enquête.

Ne cherchons pas à résumer un travail si considérable. Pendant longtemps, le « Naquet » sera inséparable de toute référence à la LDH pendant cette partie de son existence où son insertion dans la vie nationale a certainement été la plus profonde et la plus conséquente. Comptant jusqu'à 180 000 adhérents et 2 400 sections (1932), elle fut sans doute l'association la plus célèbre de son temps, présidée par des personnalités dont les noms ornent bien des frontons scolaires ou des plaques de voies publiques : Francis de Pressensé après Ludovic Trarieux, Frédéric Buisson et Victor Basch. Ses secrétaires généraux eux-mêmes, Jean Psichari, Mathias Morhardt, Pierre Quillard, Henri Guernut, Émile Kahn se rencontrent fréquemment dans l'historiographie républicaine. Les perspectives de l'auteur élargissent les premières approches historiques de la Ligue : il ne s'agit pas seulement d'un rassemblement d'intellectuels comme l'avait montré un article pionnier de Jean et Monica Charlot, mais d'un élément fort de la culture républicaine, lieu de formation, de diffusion et « miroir » de cette culture. Cette culture n'est pas donnée, ni même jamais vraiment stabilisée. Elle vit, se construit, se forme, se déforme et se reforme sans cesse.

La périodisation de l'histoire de la Ligue apparaît du coup constituer une nécessité. Au début se situe l'affaire Dreyfus, bien sûr, « l'Affaire ». Mais la Ligue aurait pu ne pas vivre plus longtemps que son adversaire, la Ligue de la Patrie française, disparue dans les remous du nationalisme antiblocard. Elle se réinvente comme association de masse et généraliste sous la présidence du socialiste Francis de Pressensé : la Séparation, le combat anticlérical et la défense des droits sociaux sont sans doute les

deux grands sujets de sa décennie présidentielle (1903-1914). Les apports de la thèse sur le sujet sont forts. L'auteur parle du « modéré » Trairieux et du « jaurésien » Pressensé. Nous ne discuterons pas. Néanmoins, Pressensé s'est-il jamais présenté comme « jaurésien » ? Et Jaurès n'a jamais adhéré à la Ligue des droits de l'homme. Après cette thèse et celle de Rémi Fabre sur Pressensé, une journée d'études sur ce qui lie et rapproche les deux dirigeants socialistes, mais aussi sur ce qui les distingue et ne les rend pas réductibles l'un à l'autre, serait peut-être à imaginer ? Et pourtant, sur le fond, malgré des crises et des obscurités encore présentes, la Ligue va bien en passant d'une présidence à l'autre de la loi à la justice comme revendication fondamentale.

Association diverse, parfois hétérogène, mais voulant éviter de devenir hétéroclite en équilibrant la Ligue des sections et des fédérations par un organisme central puissant et une certaine personnalisation de la présidence, thème qu'aborde continûment, quoiqu'un peu en sourdine, Emmanuel Naquet, la Ligue constitue sans doute aussi sous les présidences de Pressensé et de Buisson, un exemple de ce spiritualisme républicain dont certains regrettent parfois l'absence. En même temps, la Ligue a ses « misères », que n'omet pas l'auteur (rivalités, discussions de tendances, goûts pour le juridisme des révisions statutaires...). Outre les contradictions structurelles du pouvoir républicain (anticléricalisme et libertés individuelles, politique coloniale et défense des droits des indigènes, droits individuels et sociaux...), la Ligue est évidemment frappée de plein fouet par l'épreuve de la Grande Guerre.

La guerre est une période pour laquelle les recherches d'Emmanuel Naquet apportent beaucoup. Au-delà et avant les clivages entre « majoritaires » et « minoritaires », la Ligue se réinvente en intervenant sur la conduite politique d'un pays en guerre, accompagnant de manière critique le retour au système parlementaire. C'est pendant l'été 1917 d'ailleurs que se met en place l'intergroupe parlementaire de la Ligue qui joua souvent un rôle important. C'est aussi, paradoxe apparent, pendant la guerre qu'essaima le modèle de Ligues des droits de l'homme à l'étranger et que se prépare la constitution en 1922 de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme... Période complexe, encore difficile à connaître, pour laquelle l'auteur a d'ailleurs recours à de longues citations. Le conflit entre Ferdinand Buisson et Victor Basch pendant l'hiver 1918-1919 fait penser aux hésitations du socialisme de la même époque, cher-

chant péniblement à se « reconstruire » ou à se renouveler par des méthodes et un langage révolutionnaires, voire de la République tout entière et peut se résumer par le dilemme : une Ligue « juridique » ou une Ligue « politique » ? Victor Basch, militant et polémiste, l'emporte et accède à la présidence. Le style inverse du sien, celui de Buisson et Guernut pour notre période, s'éclipse progressivement. Peut-être était-il pourtant aussi nécessaire au plein succès et à l'exercice de son magistère par l'association ?

En tout cas, l'auteur brosse un tableau très complet de la Ligue à son apogée, au cours de l'entre-deux-guerres : moyens d'action et d'intervention, organisation et propagande, débats d'orientation. L'insertion dans le politique ne cesse de demander des ajustements renouvelés. Le groupe parlementaire animé par Henri Guernut, député et parfois ministre, ancien socialiste devenu radical, finit par être dissout au début des années 1930. Bonne conscience de la gauche dans l'opposition, mauvaise conscience quand elle est au pouvoir ? selon une formule d'un de ses anciens présidents postérieure à l'époque étudiée, la Ligue est particulièrement ballottée par les contradictions nées de l'action gouvernementale de ses membres les plus illustres, acteurs des campagnes dreyfusardes, tels Painlevé mis en cause en 1928, Herriot ou même Blum. De nouveaux débats apparaissent : les droits sociaux de plus en plus fortement, mais sans doute aussi la question coloniale y compris dans son principe. La Ligue côtoie les moments de gloire avec la formation du Rassemblement populaire qui pourrait aussi représenter son chant du cygne en la renvoyant à un passé glorieux mais révolu et des épisodes anecdotiques sur le moment, mais lourds de significations et de pièges pour le futur lorsqu'elle ne parvient pas à rendre compte de ce qui se passe en Union soviétique dans les années 1930. Certes, la question s'entremêle avec bien d'autres débats, personnels ou politiques, et d'abord ceux relatifs au pacifisme et à l'antifascisme. Il n'en reste pas moins que la Ligue montre de manière exemplaire ici à quel point elle peut se montrer faillible sur des analyses élémentaires de justice et de droit.

Emmanuel Naquet réfléchit beaucoup sur ces questions qu'il documente avec minutie. Il conclut par une réflexion sur le repli ou le retrait de la Ligue dans les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale. Ces sujets ont été récemment très débattus et étudiés et peut-être l'auteur se situe lui-même alors trop près de la Ligue et de ses prises de position. Le plus troublant est que dès la déclaration de guerre l'association

semble frappée d'atonie généralisée. Elle renaîtra pourtant après guerre¹, dans le souvenir de la fin héroïque de Victor et Hélène Basch, avec de grands anciens (Sicard de Plauzoles, Émile Kahn...), des résistants notoires (Daniel Mayer, Henri Noguères, Yves Jouffa...), puis d'autres générations, plus marquées par l'anticolonialisme (Madeleine Rebérioux). Sans atteindre les mêmes dimensions que jadis, elle conserve une forte capacité d'adaptation et de renouvellement qui en fait une force toujours vivante et présente dans notre vie sociale et politique. Son histoire n'en est que d'autant plus actuelle et nécessaire.

Emmanuel NAQUET, *Pour l'Humanité. La Ligue des droits de l'homme de l'affaire Dreyfus à la défaite de 1940*, préface de Pierre JOXE, postface de Serge BERSTEIN, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 688 p.

Gilles CANDAR

Scandales politiques et économiques

Le programme collectif de recherche franco-allemand financé par l'ANR et la DFG sur la corruption nous propose un nouveau volume² et affirme tout l'intérêt de cette thématique et de cette approche comparatiste. Les *Cahiers Jaurès* avec leur numéro 209 en 2013 avaient déjà pu se faire l'écho de l'apport de ses recherches. Ce livre, issu d'un colloque tenu à Avignon en mai 2013, s'ouvre sur une introduction de Jens Ivo Engels et Frédéric Monier qui propose un solide bilan historiographique sur le thème des scandales en politique qui a été au cœur de nombreux travaux à l'échelle internationale – l'ouvrage s'achève d'ailleurs sur une très utile bibliographie générale. Le volume regroupe différentes contributions en français et en anglais qui concernent une grande diversité de pays : Espagne, France, Argentine, Allemagne, Québec, Da-

1. Éric AGRIKOLIANSKY, *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002, 388 p.

2. Il s'agit du troisième et dernier volume d'une série : J. I. ENGELS, F. MONIER, Natalie PETITEAU (dir.), *La politique vue d'en bas, Pratiques privées et débats publics, 19^e-20^e siècles, Les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine*, 1, Paris, Armand Colin, « Recherches », 2012, et Olivier DARD, J. I. ENGELS, F. MONIER (dir.), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine, Les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine*, 2, Paris, Armand Colin, « Recherches », 2014.

nemark et Norvège. Certains textes montrent tout l'intérêt d'une histoire croisée avec les regards allemands sur des scandales français (celui des décorations en 1887 ou celui de Panama).

Loin des entreprises parfois peu scientifiques de récit de scandales historiques, les études rassemblées dans ce livre apportent du neuf sur des dossiers que l'on croit connaître. Ainsi, pour se limiter au cas français, de l'affaire Hanau à la corruption marseillaise dans l'entre-deux-guerres en passant par l'affaire Stavisky ou par le regard du PCF sur ces questions, le lecteur relira le processus de dévoilement et de construction de ces scandales. La réflexion porte ici à la fois sur les mécanismes politiques mais aussi bien sûr sur le rôle tenu par les médias et au premier titre alors par la presse. Certains textes montrent d'ailleurs le rôle ambigu de cette presse qui peut dénoncer des scandales non sans arrière-pensées politiques. L'ouverture internationale souligne aussi combien est importante la circulation des informations sur ces sujets.

Olivier DARD, Jens Ivo ENGELS, Andreas FAHRMEIR, Frédéric MONIER (dir.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine, Les coulisses du politique dans l'Europe contemporaine*, 3, Paris, Armand Colin, « Recherches », 2014, 301 p.

Alain CHATRIOT

Quelle histoire pour les régulations morales ?

En dépit des profonds renouvellements dont l'histoire culturelle du politique a été le symbole depuis environ 20 ans, il existe un déficit historiographique assez net, en France sur le « fait moral » ou plutôt sur les régulations morales, avec de belles exceptions, mais aussi des publications récentes. Celles-ci témoignent d'un nouvel intérêt pour l'historicisation du « fait moral » à l'époque. Ces enquêtes sont souvent orientées autour d'un schéma explicatif général de « la sécularisation de l'éthique au XIX^e siècle », et de la création, institutionnalisée après les années 1870, d'une nouvelle morale, laïque¹. Cette théorie explicative, très française et fort linéaire, mérite sans doute d'être reçue avec un peu de distance critique.

1. Philippe BOUTRY, « Introduction », dans Sébastien HALLADE (dir.), *Morales en révolutions : France, 1789-1940*, Rennes, PUR, 2015, p. 11.

L'intérêt du livre de M. Lapointe est d'y aider, tout en montrant la vigueur des études américaines sur cette question. Si le terrain d'enquête est très différent de celui que connaissent les lecteurs français, les perspectives d'analyse et d'interprétation sont, elles aussi, distinctes. Le livre de M. Lapointe, version remaniée d'une thèse soutenue en 2010, porte sur les campagnes de moralisation de la vie publique à Montréal, à partir de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 1950. L'étude, portant sur une histoire mal connue – celle du Canada français – et sur un épisode sans doute pittoresque vu de France, apporte en réalité des éléments intéressants, pour plusieurs raisons.

Il faut, pour le comprendre, rendre apparents certains des horizons implicites de cette histoire. Le premier est scientifique, plus étroitement historiographique. L'analyse de M. Lapointe s'inscrit à la croisée, ou à la confluence, entre les études des conflits suscités par les luttes contre les « maux sociaux » et des régulations urbaines de la prostitution, de l'alcoolisme et du jeu. Ce n'est pas le lieu, ici, de revenir sur une historiographie très riche, depuis longtemps florissante aux États-Unis et au Canada anglophone, et profondément marquée par les *gender* et *cultural studies*. L'autre ligne de force scientifique est celle des études sur l'appareil judiciaire et en particulier les commissions d'enquêtes présidées par des juges. Récurrentes au Canada et en particulier à Montréal depuis la fin du XIX^e siècle, ces commissions ont été analysées comme des formes d'instrumentalisation politique de la justice ou, pour reprendre le titre d'une étude célèbre, devenue un classique, comme une forme de « délinquance de l'ordre »².

Le second horizon implicite de cette étude est culturel. Le Canada, et singulièrement le Canada français, connaît depuis quelques années une vague de scandales de corruption d'ampleur considérable. *Mutatis mutandis*, on pourrait évoquer par analogie l'Italie des années 1990 ou l'Espagne des dernières années, voire d'autres pays encore. Cette prégnance des débats publics sur ce thème au Canada vaut d'être notée ici, car elle explique l'existence d'une demande sociale d'histoire de ces phénomènes. L'auteur de cette étude, M. Lapointe, a d'ailleurs été recruté comme historien expert par la dernière commission d'enquête québécoise sur la corruption politique : la commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, présidée par la juge Charbonneau.

2. Jean-Paul BRODEUR, *La délinquance de l'ordre, recherches sur les commissions d'enquête*, La Salle, Hurtubise HMH, 1984.

L'étude, d'une grande précision, à laquelle se livre M. Lapointe se lit avec facilité et plaisir. Elle fait émerger – c'est là, lue de France, son apport le plus net – les acteurs critiques, individuels et collectifs, avec une force d'évocation et un respect scrupuleux de la complexité. Au premier plan des acteurs critiques, Pax (Pacifique) Plante, avocat, chef de « l'escouade de la moralité » de la police de Montréal avant d'être congédié, puis publiciste dénonciateur de l'immoralité régnant à *Montréal ville ouverte*. Du côté des forces collectives, la ligue de vigilance sociale, liée à une partie du monde catholique, puis le comité de moralité publique, qui recrute tant chez les francophones catholiques que chez les anglophones protestants. La force de l'étude vient de ce qu'elle érode toutes les lectures simplificatrices du phénomène.

La lutte contre la corruption, étroitement imbriquée dans les conflits culturels et politiques qui ont lieu, au même moment, dans le reste de l'Amérique du Nord, se traduit par la disparition du système de tolérance du « vice organisé », en particulier de la prostitution, sur fond d'angoisse pour la santé publique attisée par la Seconde Guerre mondiale. Elle exprime aussi les tensions propres à une société canadienne où la réputation d'immoralité attachée, par les anglophones, aux populations francophones catholiques, joue un rôle déterminant dans la formation d'un nationalisme québécois humilié par la défaite de la France en 1940. Pour autant, l'enquête sur l'immoralité à Montréal n'est pas le simple produit d'une résistance nationaliste, xénophobe et catholique à une modernisation dénoncée, dans le contexte, comme une américanisation puritaine doublée d'une assimilation linguistique. La lutte pour la moralité publique sert des intérêts proprement politiques, et elle constitue, dit l'auteur, un exutoire pour un réformisme, à dominante catholique, qui assure une nouvelle relève au milieu des années cinquante. C'est cette démonstration, en un sens très durkheimienne, qui fait tout l'intérêt de cette étude.

Mathieu LAPOINTE, *Nettoyer Montréal: les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, éditions du Septentrion, 2014, 400 p.

Frédéric MONIER

Terres d'élections

Ce livre est issu d'un colloque organisé à Poitiers à l'automne 2009 au programme assez ambitieux puisqu'il s'agissait d'élucider les phénomènes de l'ancrage politique, en privilégiant l'étude des « fiefs » et des « bastions ». Le cadrage théorique proposé par les historiens initiateurs du colloque, François Dubasque et Éric Kocher-Marbœuf, s'affirme large et peu contraignant mais nous pouvons suivre la proposition émise par Fabien Conord dans sa contribution (p. 353) : le fief est « personnel » tandis que le bastion serait « partisan ». Bien entendu, il n'est pas toujours simple selon les périodes et les cas étudiés de savoir à quelle catégorie la circonscription examinée appartient, d'autant que les expériences historiques par définition sont appelées à rester uniques et non vérifiables.

Les nombreuses contributions sont réparties entre des chapitres assez généraux pour couvrir à peu près toutes les catégories de l'espace et du temps : le temps long et la conjoncture pour l'échelle de l'analyse électorale, les permanences, mutations et novations vues au travers des prismes de l'analyse géographique ou des itinéraires individuels. Le cadre est celui de la France avec quelques échappées comparatives en Italie et toute l'histoire contemporaine est concernée. Nous sommes plutôt en terres de modération politique. Malgré quelques allusions à la Seine-Saint-Denis, longtemps « bastion communiste » (en fait cela porta sur deux générations, entre 1935 et la fin du XX^e siècle...), dominent les analyses sur l'implantation électorales du centre et de la droite modérée ou plus extrême. La gauche est représentée par quelques situations prises dans la mouvance radicales avec notamment une communication sur Étienne Clémentel et le Puy-de-Dôme. Il est vrai que socialistes et communistes ont bénéficié naguère des enquêtes et publications menées par Jacques Girault et ses équipes.

Il n'est pas toujours aisé d'échapper à une érudition trop enracinée dans le rappel des situations précises. Cela a aussi ses mérites et fournit d'utiles informations. A contrario, lorsque Alexandre Niess s'essaie à faire revivre dans l'espace politique marnais les *Sippen*, ces grandes familles de l'aristocratie carolingienne qui accaparent les fonctions publiques, le lecteur sourit devant la belle audace de la comparaison mais demeure à moitié convaincu. Certes, de Reims à Paris, en passant par

Boulogne-Billancourt, Sèvres et Longjumeau, nous retrouvons la famille Morizet sur plus de cent cinquante ans, tout comme les Bardoux-Giscard en Auvergne, mais ces exemples sont-ils si fréquents? Disons qu'il existe des traditions de bourgeoisie investie dans les fonctions publiques, sans pour autant que nous vivions dans un système de féodalité politique. Les contre-exemples seraient trop nombreux.

Jaurès et les socialistes sont peu convoqués. Ils apparaissent incidemment, à propos des radicaux languedociens et souvent en contrepoints. Bertrand Joly signale le cas, effectivement curieux, du manceau Pierre Richard, député de Vincennes, qui évolue entre nationalistes, radicaux et socialistes et sait se faire approuver aussi bien par Déroulède que par Jaurès. Belle performance que l'intéressé conclut sagement en quittant la politique pour la diplomatie! Pour conclure, disons avec les initiateurs du colloque qu'ils ont bien fait « d'entrouvrir les portes » de la recherche plutôt que de refermer le dossier.

François DUBASQUE, Éric KOCHER-MARBCEUF (dir.), *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique 1750-2009*, préface d'Yves JEAN, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 432 p.

Gilles CANDAR